



COMMISSION  
EUROPÉENNE

Bruxelles, le 25.10.2022  
C(2022) 7175 final

**RÈGLEMENT DÉLÉGUÉ (UE) .../... DE LA COMMISSION**

**du 25.10.2022**

**modifiant les normes techniques de réglementation définies par les règlements délégués  
(UE) 2015/2205, (UE) 2016/592 et (UE) 2016/1178 en ce qui concerne la date à laquelle  
l'obligation de compensation prend effet pour certains types de contrats**

(Texte présentant de l'intérêt pour l'EEE)

## **EXPOSÉ DES MOTIFS**

### **1. CONTEXTE DE L'ACTE DÉLÉGUÉ**

L'article 4, paragraphe 2, du règlement EMIR dispose que les transactions intragroupe peuvent être exemptées de l'obligation de compensation. Cette exemption concerne également les transactions intragroupe dont l'une des contreparties est une entité établie dans un pays tiers si la Commission a adopté pour ce pays tiers une décision d'équivalence en vertu de l'article 13, paragraphe 2, du règlement EMIR. À ce jour, la Commission n'a pas adopté de telle décision d'équivalence aux fins de l'article 4.

Les trois règlements délégués de la Commission relatifs à l'obligation de compensation, à savoir le règlement délégué (UE) 2015/2205, le règlement délégué (UE) 2016/1178 relatif à certaines catégories de dérivés de taux d'intérêt ainsi que le règlement délégué (UE) 2016/592 relatif à certaines catégories de dérivés de crédit, contiennent une disposition concernant les transactions intragroupe dont l'une des contreparties est une entité établie dans un pays tiers. Cette disposition prévoit pour ces transactions jusqu'à trois ans de report de la date d'application de l'obligation de compensation en l'absence de décision d'équivalence. L'actuelle date différée d'application de l'obligation de compensation est le 30 juin 2022.

Compte tenu des difficultés à évaluer l'équivalence dans ce contexte et, partant, à adopter les décisions d'équivalence nécessaires avant la date d'application différée, et de la possibilité de conséquences négatives telles que des coûts importants pour les entités des groupes en l'absence de changements, les modifications proposées visent à reporter au 30 juin 2025 la date d'application différée de l'obligation de compensation pour les transactions intragroupe fixée par les trois règlements délégués de la Commission.

### **2. CONSULTATION AVANT L'ADOPTION DE L'ACTE**

Les modifications proposées visent à adapter certains délais afin de faciliter la mise en œuvre actuelle des normes techniques de réglementation relatives à l'obligation de compensation, et elles présentent un caractère limité. En outre, le délai actuellement attaché à ces dispositions arrive bientôt à expiration. Compte tenu de leur portée limitée et de l'urgence de la question, il aurait été disproportionné, conformément à l'article 10, paragraphe 1, du règlement AEMF, que l'AEMF procède à des consultations publiques ouvertes sur ces modifications ou à une analyse complète de leurs coûts et avantages potentiels.

L'avis du groupe des parties intéressées au secteur financier a néanmoins été sollicité. L'AEMF a consulté le comité européen du risque systémique (CERS), qui a indiqué n'avoir aucune objection sur le plan macroprudentiel.

### **3. ÉLÉMENTS JURIDIQUES DE L'ACTE DÉLÉGUÉ**

Le présent acte délégué modifie les trois normes techniques de réglementation régissant actuellement l'obligation de compensation.

L'article 1<sup>er</sup> modifie comme suit l'article 3 du règlement délégué (UE) 2015/2205 de la Commission en ce qui concerne les catégories de dérivés de taux d'intérêt:

- l'article 3, paragraphe 2, est modifié afin de reporter au 30 juin 2025 la date différée d'entrée en application de l'obligation de compensation pour les transactions intragroupe avec une entité du groupe située dans un pays tiers.

L'article 2 modifie comme suit l'article 3 du règlement délégué (UE) 2016/592 de la Commission en ce qui concerne les catégories de dérivés de crédit:

- l'article 3, paragraphe 2, est modifié afin de reporter au 30 juin 2025 la date différée d'entrée en application de l'obligation de compensation pour les transactions intragroupe avec une entité du groupe située dans un pays tiers.

L'article 3 modifie comme suit l'article 3 du règlement délégué (UE) 2016/1178 de la Commission en ce qui concerne les catégories de dérivés de taux d'intérêt:

- l'article 3, paragraphe 2, est modifié afin de reporter au 30 juin 2025 la date différée d'entrée en application de l'obligation de compensation pour les transactions intragroupe avec une entité du groupe située dans un pays tiers.

# RÈGLEMENT DÉLÉGUÉ (UE) .../... DE LA COMMISSION

du 25.10.2022

**modifiant les normes techniques de réglementation définies par les règlements délégués (UE) 2015/2205, (UE) 2016/592 et (UE) 2016/1178 en ce qui concerne la date à laquelle l'obligation de compensation prend effet pour certains types de contrats**

(Texte présentant de l'intérêt pour l'EEE)

LA COMMISSION EUROPÉENNE,

vu le traité sur le fonctionnement de l'Union européenne,

vu le règlement (UE) n° 648/2012 du Parlement européen et du Conseil du 4 juillet 2012 sur les produits dérivés de gré à gré, les contreparties centrales et les référentiels centraux<sup>1</sup>, et notamment son article 5, paragraphe 2,

considérant ce qui suit:

- (1) Les règlements délégués (UE) 2015/2205<sup>2</sup>, (UE) 2016/592<sup>3</sup> et (UE) 2016/1178<sup>4</sup> de la Commission précisent, entre autres, la date à laquelle prend effet l'obligation de compensation pour les contrats relevant des catégories d'instruments dérivés de gré à gré visées aux annexes de ces règlements délégués. L'article 3, paragraphe 2, premier alinéa, point a), de ces règlements délégués contient la date différée d'application de l'obligation de compensation pour les contrats dérivés de gré à gré conclus entre des contreparties qui font partie d'un même groupe et dont l'une est établie dans un pays tiers et l'autre dans l'Union. Ces reports de dates d'application étaient nécessaires pour éviter que ces contrats ne soient soumis à l'obligation de compensation avant l'adoption d'un acte d'exécution en vertu de l'article 13, paragraphe 2, du règlement (UE) n° 648/2012.
- (2) À ce jour, aucun acte d'exécution n'a été adopté en vertu de l'article 13, paragraphe 2, du règlement (UE) n° 648/2012 en ce qui concerne l'obligation de compensation. En l'absence d'adoption de l'acte d'exécution visé à l'article 13, paragraphe 2, du règlement (UE) n° 648/2012, l'application de l'obligation de compensation pour les contrats dérivés de gré à gré conclus entre des contreparties faisant partie du même groupe, mais dont l'une est établie dans un pays tiers et l'autre dans l'Union aurait des retombées économiques néfastes pour les contreparties de l'Union. Il convient donc de différer encore l'application de l'obligation de compensation pour les contrats dérivés de gré à gré intragroupe conclus avec une contrepartie d'un pays tiers.

---

<sup>1</sup> JO L 201 du 27.7.2012, p. 1.

<sup>2</sup> Règlement délégué (UE) 2015/2205 de la Commission du 6 août 2015 complétant le règlement (UE) n° 648/2012 du Parlement européen et du Conseil par des normes techniques de réglementation en ce qui concerne l'obligation de compensation (JO L 314 du 1.12.2015, p. 13).

<sup>3</sup> Règlement délégué (UE) 2016/592 de la Commission du 1<sup>er</sup> mars 2016 complétant le règlement (UE) n° 648/2012 du Parlement européen et du Conseil par des normes techniques de réglementation sur l'obligation de compensation (JO L 103 du 19.4.2016, p. 5).

<sup>4</sup> Règlement délégué (UE) 2016/1178 de la Commission du 10 juin 2016 complétant le règlement (UE) n° 648/2012 du Parlement européen et du Conseil par des normes techniques de réglementation en ce qui concerne l'obligation de compensation (JO L 195 du 20.7.2016, p. 3).

- (3) Les règlements délégués (UE) 2015/2205, (UE) 2016/592 et (UE) 2016/1178 devraient donc être modifiés en conséquence.
- (4) Le présent règlement se fonde sur le projet de normes techniques de réglementation présenté à la Commission par l'Autorité européenne des marchés financiers (AEMF).
- (5) Les modifications apportées aux règlements délégués (UE) 2015/2205, (UE) 2016/592 et (UE) 2016/1178 sont des adaptations limitées du cadre réglementaire existant. Compte tenu de leur portée limitée et de l'urgence de la question, il serait tout à fait disproportionné que l'AEMF procède à des consultations publiques ouvertes sur ces modifications ou en analyse les coûts et avantages potentiels. L'AEMF a néanmoins sollicité l'avis du groupe des parties intéressées au secteur financier institué par l'article 37 du règlement (UE) n° 1095/2010 du Parlement européen et du Conseil<sup>5</sup> et consulté le comité européen du risque systémique.
- (6) Afin d'assurer aussi rapidement que possible aux acteurs du marché une sécurité juridique, le présent règlement devrait entrer en vigueur d'urgence,

A ADOPTÉ LE PRÉSENT RÈGLEMENT:

#### *Article premier*

##### ***Modification apportée au règlement délégué (UE) 2015/2205***

À l'article 3, paragraphe 2, premier alinéa, du règlement délégué (EU) 2015/2205, le point a) est remplacé par le texte suivant:

- «a) le 30 juin 2025, si aucune décision d'équivalence couvrant les contrats dérivés de gré à gré visés à l'annexe du présent règlement n'a été adoptée pour le pays tiers en question en vertu de l'article 13, paragraphe 2, du règlement (UE) n° 648/2012 aux fins de l'article 4 dudit règlement;».

#### *Article 2*

##### ***Modification apportée au règlement délégué (UE) 2016/592***

À l'article 3, paragraphe 2, premier alinéa, du règlement délégué (EU) 2016/592, le point a) est remplacé par le texte suivant:

- «a) le 30 juin 2025, si aucune décision d'équivalence couvrant les contrats dérivés de gré à gré visés à l'annexe du présent règlement n'a été adoptée pour le pays tiers en question en vertu de l'article 13, paragraphe 2, du règlement (UE) n° 648/2012 aux fins de l'article 4 dudit règlement;».

#### *Article 3*

##### ***Modification apportée au règlement délégué (UE) 2016/1178***

À l'article 3, paragraphe 2, premier alinéa, du règlement délégué (EU) 2016/1178, le point a) est remplacé par le texte suivant:

- «a) le 30 juin 2025, si aucune décision d'équivalence couvrant les contrats dérivés de gré à gré visés à l'annexe du présent règlement n'a été adoptée pour le pays tiers en question

<sup>5</sup> Règlement (UE) n° 1095/2010 du Parlement européen et du Conseil du 24 novembre 2010 instituant une Autorité européenne de surveillance (Autorité européenne des marchés financiers), modifiant la décision n° 716/2009/CE et abrogeant la décision 2009/77/CE de la Commission (JO L 331 du 15.12.2010, p. 84).

en vertu de l'article 13, paragraphe 2, du règlement (UE) n° 648/2012 aux fins de l'article 4 dudit règlement;».

#### *Article 4*

#### ***Entrée en vigueur***

Le présent règlement entre en vigueur le jour suivant celui de sa publication au *Journal officiel de l'Union européenne*.

Le présent règlement est obligatoire dans tous ses éléments et directement applicable dans tout État membre.

Fait à Bruxelles, le 25.10.2022

*Par la Commission*  
*La présidente*  
*Ursula VON DER LEYEN*